

Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort

Marché F172025
- Fourniture analyseur gaz du sang et
ionogramme sur sang et urines et de
consommables de l'EnvA -

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

Table des matières

1 PRESENTATION DU MARCHE	3
1.1 Le pouvoir adjudicateur	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Code CPV	4
1.4 Identification des parties	4
1.5 Forme du marché	4
1.6 Décomposition en lots	4
1.7 Durée du marché	4
1.8 Sous-traitance	4
2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
2.1 Pieces particulières	5
2.2 Pieces générales	5
3 CARACTERISTIQUES EXIGÉES DES APPAREILS, CONSOMMABLES ET PRESTATIONS REQUISES	5
4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1 Dispositions générales	5
4.2 Délais de base de livraison, d'installation	6
5 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	6
5.1 Options de vérifications	6
5.2 Admissions et ajournement	6
6 PRIX DU MARCHE	6
6.1 Caractéristique des prix pratiqués	6
6.2 VARIATION DANS LES PRIX	6
6.3 CLAUSE De SAUVEGARDE	7
7 MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES	7
7.1 Facturation	7
7.2 Mode de paiement	8
7.3 Délai global de paiement	8
7.4 Intérêts moratoires	9
8 AVANCES ET ACCOMPTES	9
9 PENALITES	9
10 RESILIATION	9

11ASSURANCES.....	9
12LANGUE	10
13OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
14LITIGES.....	10
15DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	10

1 PRESENTATION DU MARCHE

1.1 Le pouvoir adjudicateur

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche sous la tutelle du Ministère chargé de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt. Elle se répartit sur deux sites géographiquement distincts :

<p>Site de Maisons-Alfort 7, avenue du General de Gaulle 94700 Maisons-Alfort</p>	<p>Site de Goustranville EnvA – CIRALE Goustranville 14430 Dozule</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------

Avec plus de 35 000 actes par an, le centre hospitalier universitaire vétérinaire des animaux de compagnie (Chuv-AC) de l'EnvA est un centre de référence en Europe. Il héberge des équipes d'experts dont le niveau scientifique contribue à son rayonnement international. L'hôpital est ouvert 7 jours sur 7 et 24h sur 24. Il accueille des chiens, des chats et des nouveaux animaux de compagnie.

Autres lots à ajouter

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'attribution d'analyseurs en 2 lots distincts et indépendants. Les caractéristiques souhaitées seront définies au point 3 et suivant du présent document.

Le présent marché a pour objet la location, maintenance d'appareils de gaz de sang.

A cette prestation de location est associée la fourniture de consommables.

Par ailleurs, le titulaire de chaque lot apporte, la maintenance nécessaire et le suivi grâce à ses connaissances professionnelles, une prestation de conseils, toutes les fois que cela est possible et nécessaire, afin de garantir la meilleure qualité et efficacité possible.

Enfin, le titulaire du marché doit assurer le confort aux occupants en garantissant la continuité du service et le dépannage dans des délais limités.

A titre d'information, la location, garantie de l'appareil ainsi que les consommables commandés le plus fréquemment sont listés au CCTP et à l'annexe financière.

1.3 Code CPV

Les codes cpv associés sont les suivants :

- 38432000-2 – Appareils d'analyses ;
- 33696500 - Réactifs de laboratoire.

1.4 Identification des parties

Au sens du présent document :

- Le pouvoir adjudicateur est l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA), qui conclut le marché avec son titulaire ;
- L'EnvA est représentée par le directeur de l'Etablissement ;
- Le titulaire est le prestataire, qui conclut le marché avec la personne publique.

1.5 Forme du marché

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert selon les termes des articles R2124-2 et R2161-2 et composé de deux lots. La technique achat associée est l'accord-cadre mono attributaire à bon de commande. Il est passé par une procédure d'appel d'offre ouvert aux termes des articles R2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Intitulé du Lot	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT
Lot 1 : Analyseurs et fournitures de consommables du Chuv-AC	0 € HT	150 000,00 € HT
Lot 2 : Analyseurs et fournitures de consommables du Chuv-AP	0 € HT	30 000 € HT

1.6 Décomposition en lots

Il s'agit d'un marché distinct en 2 lots. Un lot pour le Chuv-AC et un lot concernant le Chu-AP.

1.7 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée d'un an ferme à compter de la date d'installation de l'équipement, renouvelable tacitement trois (3) fois sans excéder la durée totale de quatre ans.

La non-reconduction annuelle du marché s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché. La durée du marché commence à compter de sa date de notification.

1.8 Sous-traitance

L'acheteur n'autorise pas le recours à la sous-traitance.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pieces particulières

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante et prévalant les uns contre les autres :

- L'acte d'engagement (AE) n° F172025 du lot correspondant dûment rempli et signé par le titulaire (l'acheteur prévoit qu'un soumissionnaire peut se porter candidat pour un ou plusieurs lots et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi.
- Le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- L'annexe financière ;
- Le document de spécificités techniques à remplir par le candidat ;
- L'annexe 2 présentant les points de fourniture et de livraison ;
- Le mémoire technique du candidat.

2.2 Pieces générales

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

3 CARACTERISTIQUES EXIGÉES DES APPAREILS, CONSOMMABLES ET PRESTATIONS REQUISES

Se référer au CCTP.

4 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Dispositions générales

Pour la bonne réalisation de sa mission, le titulaire est tenu de respecter des modalités d'interventions et des délais. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. L'installation des appareils se déroule au service des urgences au 1^{er} étage du bâtiment Cadiot du site de Maisons-Alfort au 7 avenue du Général de Gaulle pour le Chuv-AC Et au Bâtiment Nocard au 1^{er} étage au 7 avenue du Général de Gaulle pour le Chuv-AP. Le titulaire du lot veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

4.2 Délais de base de livraison, d'installation

Les délais de livraison et d'installations sont les suivantes :

- Installation d'un appareil et de son appareil de remplacement en cas de panne ou défaillance sous 12h ;
- Fourniture du stock de consommables sous 5 jours ouvrés.

5 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

5.1 Options de vérifications

Dans le cadre de la garantie légale de conformité des biens, il est vérifié, dans un délai de 15 jours à compter de la livraison de l'équipement, si l'ensemble des biens demandés sont présents. Si des manquements sont constatés, ils peuvent être corrigés lors de l'opération d'installation.

5.2 Admissions et ajournement

La signature du récépissé fourni par le titulaire et signé par le pouvoir adjudicateur au moment de la livraison ne vaut pas admission. Il est précisé que la signature de la personne chargée du suivi de l'exécution du marché vaut seulement certification du passage du titulaire. Après vérification quantitative et qualitative de la livraison des équipements, le pouvoir adjudicateur a un délai de 15 jour calendaire à compter de la date de livraison pour mettre en demeure le titulaire de se conformer aux stipulations du marché. Au-delà de cette période, l'admission est admise.

6 PRIX DU MARCHÉ

6.1 CARACTÉRISTIQUE DES PRIX PRATIQUÉS

Les prix seront indiqués en euro.

L'annexe financière détaille l'ensemble des prestations attendues dans le présent marché.

6.2 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire d'entrée en vigueur du marché par application d'une formule de variation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres** ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0)

Les prix indiqués sont fermes la première année.

La formule de variation utilisée est la suivante :

$$P(n) = P(o) [0,5 L(n)/L(o) + 0,5 \times C(n) / INDICE(o)]$$

P(n) : prix révisé

P(o) : prix à la date anniversaire du marché

L(o) : indice de la location à la date de dépose des offres (octobre 2025)

L(n) : Instruments et fournitures à usage médical et dentaire : Identifiant 010765043

C0 : indice des produits pharmaceutiques et à usage médical : Identifiant 010534618

Dans le cas de disparition de l'indice, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par voie d'avenant après accord de chacune d'entre elles.

En cas de révision, une nouvelle annexe financière modifiée conformément à l'alinéa précédent, est adressé par le titulaire à la personne publique avant l'application des nouveaux prix. Du simple fait de cette communication, les documents sont considérés comme certifiés conforme par le titulaire. Ce bordereau constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire, postérieurement à cette transmission, afférentes aux prestations fournies au titre du marché, jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

La proposition de révision des prix est remise obligatoirement contre récépissé, par le titulaire au pouvoir adjudicateur ou est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception postal, moyennant un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision, soit un mois avant la date anniversaire du marché ;

6.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

La clause de sauvegarde visant à préserver les intérêts de l'EnvA, pourra être déployée si la formule de variation des prix dépasse 3,5 %. La résiliation entraîne aucun versement d'indemnités au titulaire.

7 MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 Facturation

Les factures afférentes aux marchés servent de pièces justificatives au paiement. Elles doivent respecter les règles de la comptabilité publique. Par ailleurs, les factures doivent être libellées dans des termes compréhensibles pour un non initié afin que la réalisation des prestations inscrites dans la facture puisse être vérifiée sans difficulté.

Modalités de transmission des factures

Les factures sous format dématérialisé sont adressées obligatoirement à l'EnvA par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro, à l'adresse <HTTPS://chorus-pro.gouv.fr>. Il est possible de transmettre les factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant les données de facturation ou encore en déposant les fichiers PDF.

Les factures non dématérialisées seront rejetées.

Présentation des factures

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, n° Siret, n° de TVA intracommunautaire et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- La date d'établissement de la facture ;
- La date de la réalisation de la prestation effectuée ;
- Le montant hors T.V.A. de la prestation réalisée, éventuellement ajusté ou révisé ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC de la prestation réalisée ;
- Le Numéro d'engagement juridique ;
- Le code service ; soit Chuv-AC ou CHUV AP.
- Le numéro du marché soit F172025.
- Le numéro de lot du marché.

Périodicité

Les factures sont émises mensuellement.

Adresse de facturation

Les factures sont adressées impérativement de manière dématérialisée.

En cas de besoin le service facturier dépense de l'agence comptable peut être joint à l'adresse suivante : servicefacturier@vet-alfort.fr.

La saisie du n° d'EJ, du n° de marché s'il y a lieu et du code service qui figurent sur le bon de commande devront être obligatoirement saisis par le titulaire lors du dépôt de facture sur le portail Chorus Pro.

L'absence de ces références entraînera automatiquement l'impossibilité pour le titulaire de déposer sa facture sur le portail.

Par ailleurs, des références erronées voire fantaisistes feront l'objet d'un recyclage de la part du service facturier dépense à savoir un retour de la facture vers le titulaire.

7.2 Mode de paiement

Le mode de règlement exclusif du présent marché est le virement administratif.

7.3 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le service facturier dépense de l'EnvA. Le titulaire du marché ne peut se prévaloir d'un retard de paiement par l'EnvA imputable à un mauvais libellé de la facture.

Conformément à l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, la suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception par la direction des Affaires Financières de la totalité de ces éléments ou d'une nouvelle facture ou d'un avoir, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

7.4 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai global de paiement par l'EnvA, le titulaire est en droit d'exiger des intérêts moratoires calculés conformément au décret du 29 mars 2013 précité.

8 AVANCES ET ACCOMPTES

Le titulaire peut bénéficier ou renoncer à une avance dans les cas fixés par l'article R2191-7 du code de la Commande Publique.

9 PENALITES

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais, le titulaire encourt une pénalité calculée selon la manière suivante :

- 150 € par jour de retard de livraison de l'analyseur loué à compter du jour prévu par l'entreprise ou pour son remplacement pour cause de réparation ;
- 40 € par jour et par stock de retard pour la livraison de consommables mis à disposition à compter du jour prévu par l'entreprise ;
- 30 € par jour de retard dans la maintenance (préventive ou curative) effectuée à compter du jour d'intervention prévu par le titulaire du lot et la personne publique.

10 RESILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire ne pourra avoir droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, en dérogation des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

De même, conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, le marché peut être rompu sans indemnité lorsque le titulaire n'apporte pas, à la suite d'une mise en demeure du pouvoir adjudicateur, la preuve, dans un délai de deux mois, de sa mise en conformité vis-à-vis de la réglementation en matière de travail dissimulé.

11 ASSURANCES

Le titulaire doit justifier, dans les 15 jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'incidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

12 LANGUE

Les stipulations contractuelles sont exprimées en français et prévalent sur tout autre document non rédigé en Français. En cas de conflit les écrits en français prévaudront. Une traduction le cas échéant en français doit être réalisée par le titulaire. L'erreur de traduction en saurait être imputée au pouvoir adjudicateur.

13 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire doit remettre :

Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;

Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

14 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tout litige résultant de l'application des clauses du présent marché sera de la compétence du tribunal administratif de Melun.

15 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Article du CCAP	Dérogation aux CCAG-FCS
Article 9	Article 14.1.1
Article 10	Article 42